

Les raisons de notre démission du Comité exécutif national du PCF

dimanche 17 décembre 2006, par [GENEVÉE Frédéric](#), [LORAND Isabelle](#), [MARTELLI Roger](#), [MARUCCHELLI Fernanda](#), [ZARKA Pierre](#), [ZEDIRI Malika](#) (Date de rédaction antérieure : 16 décembre 2006).

Nous quittons le Comité exécutif national du PCF. Ce n'est pas pour une simple raison de désaccord politique ; ce n'est pas parce que notre point de vue n'est pas retenu.

Pour la première fois dans notre pays se matérialise la possibilité de construire un rassemblement antilibéral, regroupant des forces collectives et individuelles de différentes natures : politique, associative, syndicale, culturelle. Sourde aux multiples demandes qui lui sont adressées, la direction nationale du parti communiste, dans sa majorité, a pris la décision de refuser toute recherche de candidature à la présidentielle qui aurait permis le maintien et l'élargissement de cette construction. De fait, quel que soit le discours par lequel elle tente d'habiller cet acte, elle prend la responsabilité de sortir le PCF de ce processus et de lui porter un coup qui l'empêchera d'offrir une alternative au bipartisme en marche. Alors qu'il est nécessaire de consulter les communistes en toute clarté, le bulletin de vote n'éclaire pas sur les conséquences qu'aurait le maintien de la candidature de Marie-George Buffet (choix numéro un) à savoir la sortie du processus unitaire.

Les forces avec lesquelles nous avons organisé les meetings sont présentées par de trop nombreuses interventions comme si elles étaient des ennemies, ce qui laisse libre cours à des réflexes régressifs. Ces mêmes réflexes resurgis à l'intérieur du parti mettent en cause l'unité des communistes. Désormais, la direction du parti communiste tente d'établir un lien direct entre collectifs locaux et Parti communiste ce qui revient à vouloir rassembler autour du seul parti. Ce faisant, elle tourne le dos aux désirs des collectifs unitaires, à la volonté d'une part très importante de militants et responsables communistes. C'est tourner le dos aux choix majoritaires exprimés dans nos congrès, à la grande satisfaction de ceux qui les avaient combattus. Dès cet instant nous ne pouvons assumer les actes de direction qui en découlent.

C'est une mauvaise action pour celles et ceux qui souffrent de la violence libérale, pour celles et ceux qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter de créer une issue. C'est suicidaire pour le parti communiste qui va se retrouver isolé et sera tenu pour responsable de cette situation. Il ne lui restera qu'un rôle politique marginalisé, laissant tout l'espace au social libéralisme et à une radicalité enfermée dans la protestation.

Nous ne pouvons pas entériner ce retournement d'orientation politique. C'est donc avec une douleur réelle pour nous, que nous démissionnons du Comité exécutif. Un retour à l'esprit d'unité nous conduirait bien sûr à revoir notre décision. Jusqu'au bout nous chercherons à rendre possible une issue positive. Communistes unitaires, nous n'abandonnons pas le combat transformateur. Nous continuerons avec celles et ceux qui souhaitent poursuivre une construction alternative antilibérale.

Frédéric Genevée ; Isabelle Lorand ; Fernanda Marrucchelli ; Roger Martelli ; Pierre Zarka ; Malika Zediri

Pierre ZARKA au CN du 15 décembre (avant la démission d'une partie du bureau exécutif)

Je considère que nous nous mettons dans une situation très grave. Nous sommes la force qui a le plus intérêt au rassemblement. Si le résultat de ce dernier change peu de chose pour des personnes comme Yves Salesse, pour nous, il s'agit de la survie du parti.

Ce qui provoque émoi et colère parmi un grand nombre de communistes, ce n'est pas le désaccord en soi, cela est déjà arrivé et arrivera encore. Ce qui est grave, c'est que la possibilité d'un rassemblement antilibéral n'est plus du registre de la construction abstraite, mais est devenue une réalité matérielle, avec 800 collectifs, un texte stratégique, un programme et que c'est cette réalité tangible que nous allons briser. A aucun moment, le rôle du PC n'a été contesté par nos partenaires.

Ce qui est en cause, c'est la lisibilité du caractère composite du rassemblement derrière une personne emblématique d'une force particulière. Si la LCR ou PRS étaient totalement engagés dans ce processus, aurait-il été possible pour le parti que notre rassemblement soit incarné par Besancenot ou par Mélenchon ? Sommes-nous incapables de comprendre que ce problème est valable pour d'autres que nous ?

Cessons de vouloir opposer organisations et collectifs locaux. Il n'y a pas de consensus en faveur de Marie-George dans les collectifs ! Comment sommes-nous capables d'ignorer les minorités qui disent que pour elles ce n'est pas possible ? Pensons-nous que les collectifs resteront longtemps en face à face avec le seul PC ?

Nous avons nous-mêmes opposé une fin de non-recevoir à toute proposition alternative. Y compris Michel Laurent vient de rappeler dans son rapport que nous ne ferions pas de proposition d'autre candidature issue de nos rangs qui pourrait ne pas symboliser le regroupement autour du parti. Quand avons-nous débattu ensemble ne serait-ce que d'un autre nom ?

Un tel comportement ne peut que nous isoler et nous rend responsable de l'absence de rassemblement antilibéral aux échéances électorales à venir, législatives comprises puisque les deux campagnes vont se dérouler en même temps.

Nous sommes devenus sourds et agressifs à l'égard de quiconque cherche une autre solution, transformant nos partenaires en ennemis. Nous n'avons pas un mot de positif à leur égard. Pas un mot. Ils ont tous les défauts. Je me demande pourquoi nous avons accepté de signer l'appel d'avril dernier et accepter de tenir des meetings avec de tels anticomunistes. Cette agressivité se retrouve à l'encontre de communistes qui eux aussi cherchent une autre solution.

Nous sommes en train d'abandonner la démarche de rassemblement et de changer d'orientation. Le parti est en train de se raidir et de se fermer. Personnellement, je n'assumerai pas la moindre part de responsabilité dans ce que je considère être une mauvaise action à l'égard du peuple et un suicide du parti.

Pierre ZARKA